



A la lumière de l'expérience portugaise

Les problèmes de l'unité d'action

Victor FAY

Après la défaite chilienne et l'échec portugais se posent, devant le courant révolutionnaire du mouvement ouvrier, des problèmes qui concernent la conquête du pouvoir et la transition au socialisme.

La défaite chilienne a montré quelles tragiques conséquences peut entraîner le fétichisme de la légalité, la foi aveugle dans la démocratie bourgeoise, la croyance à la neutralité possible de l'Etat et notamment de ses forces répressives : la police et l'armée.

L'échec portugais a montré le grave danger que présente l'imitation servile du modèle bolchevique dans un pays où, malgré certaines analogies avec la Russie, la structure sociale et l'environnement international sont tout à fait différents.

Il est temps de se demander quelle voie reste ouverte vers la conquête du pouvoir et vers la transformation fondamentale des structures de la société capitaliste. Que signifie la « démocratie avancée » et la stratégie anti-monopoliste du P.C.F., ainsi que le tournant politique pris par les principaux partis communistes de l'Europe occidentale.

La fameuse « démocratie avancée », adoptée par le P.C.F. en 1968, premier pas vers l'élaboration d'un programme commun et vers l'alliance avec le P.S., constitue l'esquisse des réformes de structure, compatibles avec le régime capitaliste. Les deux grands partis qui représentent la majorité des travailleurs se contenteront, dans une perspective prévisible, d'aménager le système existant, quitte à remettre à une date indéterminée sa transformation fondamentale.

Ce ralliement du P.C.F. à une variante du néo-réformisme, se retrouve, sous des formes diverses, dans d'autres partis communistes occidentaux : abandon de la dictature du prolétariat, respect de la légalité ; alliance de longue durée avec les partis socialistes et les partis bourgeois de gauche sur la base d'un programme minimum, pouvant aboutir à des fronts populaires élargis.

Cependant, l'essentiel de cette évolution est la rupture avec le dogmatisme stalinien et l'attachement inconditionnel à L'U.R.S.S. De ce point de



vue, cette évolution, qui s'affirme, constitue un net progrès, elle ouvre la perspective de la diversification ultérieure du mouvement communiste mondial.

Bien que certaines critiques des communistes orthodoxes ne manquent pas de pertinence, il serait erroné de ne pas soutenir le processus d'affranchissement des partis communistes occidentaux de la tutelle soviétique et la recherche — qui contient toujours le risque d'erreurs — d'une voie originale menant au socialisme. A la suite de ce processus pourrait se dégager au sein des partis communistes « déstalinisés » un courant démocratique révolutionnaire.

La stratégie anti-monopoliste, adoptée par le P.C.F., en vue d'atteindre les objectifs du programme commun, vise à former une large alliance inter-classes. Que l'on mette ce faisant l'accent sur l'expropriation des puissants monopoles uni et multi-nationaux, rien de plus normal. Que l'on veuille associer au prolétariat proprement dit les autres couches des travailleurs salariés et la petite bourgeoisie en voie de rapide paupérisation, on ne peut que l'approuver.

Encore faut-il savoir autour de quelle plate-forme un tel rassemblement doit voir le jour et dans quelle mesure se fera-t-il sous l'hégémonie du prolétariat. Les assurances données par Mitterrand et Marchais, quant au maintien de l'économie du marché et au respect de la propriété privée des moyens de production et d'échange, à la seule exception de quelques géants du capitalisme, risquent d'émousser les énergies populaires.

En promettant de perpétuer l'existence, sur les bases actuelles, des petits producteurs et échangistes autonomes, contre les impératifs du progrès économique, les partis du programme commun tendent à créer un bloc de mécontents, une coalition hétéroclite, recouvrant l'antagonisme entre le rêve conservateur d'une partie de la petite bourgeoisie et les aspirations socialistes du prolétariat.

Ces réserves et critiques ne doivent pas empêcher les organisations ouvrières de défendre les intérêts des petits producteurs et échangistes autonomes, tout en encourageant leur ralliement *bénévole* aux différentes formes de coopération et d'entraide.

L'hégémonie de classe du prolétariat implique l'acceptation de son modèle de société, de son projet de transition au socialisme. C'est dans le cadre ouvert et souple de ce modèle et de ce projet que doit s'insérer la défense des anciennes classes moyennes, sans répandre pour autant les illusions sur la possibilité de retour au capitalisme de libre concurrence et à la petite production autonome.

Si la stratégie d'un bloc anti-monopoliste inter-classes, préconisée par le P.C.F., a des aspects nettement conservateurs, la stratégie, que soutient le P.S., revêt un caractère ouvertement néo-capitaliste. Non seulement Mitterrand rejette par avance toute extension du secteur public en dehors des nationalisations prévues par le programme commun, non seulement il envisage de les remettre à plus tard, mais il promet, aux chefs d'entreprises capitalistes, la protection du gouvernement de gauche contre le danger du « collectivisme ».



L'archéo-capitalisme du P.C., le néo-capitalisme du P.S., telles sont les perspectives qu'offrent à court et moyen terme aux travailleurs les deux grands partis de gauche qui se préparent à accéder au pouvoir. La quête des voix centristes par le P.S. ; des voix gaullistes par le P.C., la recherche de la majorité parlementaire leur masquent les inconvénients et les difficultés de cette politique.

A vouloir rassurer tout le monde, ils facilitent la tâche des partis de droite qui s'efforcent de semer la panique parmi les « petits gens », en agitant l'épouvantail du « collectivisme ». Si l'accession de Mitterrand au gouvernement est admise par une partie de la bourgeoisie, la participation des communistes à un tel gouvernement est ressentie comme une menace grave. Plus Marchais se veut apaisant, plus il inquiète. A tel point que, déjà, s'accélère la fuite des capitaux et que ralentissent les transactions immobilières dans les « beaux quartiers ».

Les projets des partis de gauche risquent fort d'être perturbés par l'irruption des foules dans l'arène publique, comme ce fut le cas en mai-juin 1936. Les limites prévues par le programme commun pourront être vite dépassées par les exigences populaires, que le gouvernement de gauche ne saurait rejeter sans s'aliéner sa base sociale.

La bourgeoisie, écartée du gouvernement, ne désarmera pas. Par mille moyens, elle exercera pression sur les partis de gauche au pouvoir. En sabotant le fonctionnement de l'économie et de l'administration, en dressant de multiples obstacles à la réalisation des réformes de structure, même très limitées, elle s'efforcera de briser l'élan populaire. Or, tout retard dans leur application contribuerait à créer un climat de désenchantement — comme en 1937-38 —, faciliterait le retour de la bourgeoisie au pouvoir, dans le respect de la légalité si possible, par sa violation si nécessaire.

C'est alors que surgira dans toute son ampleur le problème des forces répressives et de leur prétendue neutralité. En se fiant à la loyauté de l'armée, la gauche chilienne a permis la préparation du coup d'Etat militaire. Cette expérience montre à quel point la pénétration des idées démocratiques et socialistes dans l'armée peut être décisive pour l'existence d'un gouvernement de gauche.

La lutte des soldats pour les droits démocratiques, les hésitations du corps des sous-officiers de métier et même des officiers subalternes, indiquent que la « grande muette » a été en partie contaminée par les mutations de la société civile.

Un travail persévérant permet de gagner en partie, de neutraliser en plus grand nombre, les soldats du contingent et les cadres de l'armée et d'empêcher ainsi les éléments les plus réactionnaires de fournir à la bourgeoisie le dernier rempart. Un processus analogue se déroule au sein de la police et des C.R.S. Cela n'écarte nullement le danger que présentent les brigades spéciales de répression et différentes milices privées qui forment les embryons d'une armée de guerre civile, prêts dès maintenant à toutes les exactions et violences et notamment à un coup d'Etat préventif contre l'arrivée de la gauche au pouvoir.

La lutte pour le socialisme, voire pour l'application des réformes de



structure par le gouvernement de gauche, impose, outre la neutralisation des forces répressives de l'Etat, leur épuration et réorganisation, la mise en place des organes de contrôle ouvrier et populaire. Les différents comités, installés dans les usines et chantiers, dans les villes et villages, devant veiller au fonctionnement des organes officiels de l'Etat.

Ainsi pourrait s'établir une division du travail entre le gouvernement issu du parlement au sommet et les comités populaires à la base. Du rapport de forces entre ces deux pouvoirs, de leur coopération ou de leurs conflits, dépendra l'avenir du gouvernement de gauche. Ou les comités populaires deviendront l'expression réelle de la volonté de la majorité : ou, incapables d'exercer leurs fonctions, ils s'isoleront, offriront un refuge à la minorité révolutionnaire, et alors le rétablissement des autorités officielles ne sera plus qu'une question de temps.

Participer à ce processus complexe des rapports entre le gouvernement de gauche, issu de la victoire parlementaire, et les comités populaires, impose aux révolutionnaires, s'ils ne veulent pas être marginalisés, l'obligation de rechercher des accords tactiques avec les partis de gauche, dès avant l'accession de ceux-ci au pouvoir.

De tels accords, tout en préservant l'indépendance politique des groupements révolutionnaires et, bien entendu, leur droit de critique, entraîneraient le soutien du gouvernement de gauche dans sa lutte pour les réformes et contre le danger de la réaction. Toute abstention, tout refus de prendre parti, seraient néfaste pour eux, préjudiciables pour la réalisation et la défense des conquêtes populaires.

La volonté d'insertion des révolutionnaires autogestionnaires dans un vaste front unique, dominé par les réformistes, suscite l'opposition des camarades qui, au nom de la pureté doctrinale, ont tendance à se cantonner dans le rôle ingrat et stérile des témoins et des annonceurs des défaites.

C'est ainsi que la position de la D.P.N. du P.S.U. proposant la formation des listes uniques de toutes les forces populaires en vue des élections municipales — conforme à la stratégie d'unité d'action et d'unité populaire adoptée par le congrès d'Amiens — est rejetée par une minorité favorable à un bloc des révolutionnaires et hostile aux accords électoraux avec les partis de gauche traditionnels. Ce différend sera réglé par le Conseil National réuni en automne.

Le résultat des élections cantonales comme de la consultation de Tours a montré la faiblesse de l'extrême gauche et le caractère marginal de sa présence électorale. Dans ces conditions, sans parler de la difficulté de les établir, les listes séparées de l'extrême gauche ne pourraient que renforcer son isolement.

En revanche, la conclusion des accords avec les partis de gauche n'exclueraient nullement le maintien d'une stratégie tendant à conduire une coalition de type anti-monopoliste avec la bourgeoisie de gauche à un front de classe anti-capitaliste. Les éléments les plus modérés, radicaux de gauche et socialistes de droite, s'en détacheraient en cours de route, alors que s'y intégreraient, sous la pression des masses, les éléments les plus combattifs de gauche et d'extrême gauche.



Cette dynamique ne peut réussir que de l'intérieur de l'alliance, sous réserve que les révolutionnaires, tout en concluant des accords électoraux, de préférence à tous les niveaux, et, à défaut d'un accord national, au niveau fédéral et local, ne cachent pas leur drapeau dans la poche et n'adhèrent pas, purement et simplement, au programme commun.

Ce programme, dont le rôle mobilisateur, malgré ses insuffisances et limites, n'est pas niable, servira certes de référence aux plates-formes municipales des partis de gauche. Mais de telles plates-formes mettront nécessairement l'accent sur les objectifs particuliers de l'autonomie locale et non sur les objectifs gouvernementaux.

C'est pourquoi le P.S.U. pourrait proposer aux partis de gauche d'élaborer ensemble une charte municipale qui, tout en reprenant le projet de certaines réformes locales, contenues dans le programme commun, tendrait à supprimer la tutelle préfectorale, à limiter le pouvoir personnel du maire, à lui substituer une gestion collégiale, à institutionnaliser les comités de quartier et de village, à rapprocher en un mot l'élu de ses électeurs et à soumettre le gestionnaire au contrôle quotidien des « gestionnés ».

Un tel projet se heurterait à la résistance des notables de tous bords, mais l'idée du contrôle populaire fait son chemin dans le peuple, ainsi que celle de l'autogestion. Elle inquiète les gouvernants actuels, comme le prouvent les attaques d'Edgar Faure, de Lecanuet, de Chirac et aussi de leur fidèle Bergeron. Son impact est tel que les communistes envisagent, dans les municipalités qu'ils dirigent, de décentraliser dans une certaine mesure la gestion et de mettre en place différents comités locaux d'usagers, afin d'élargir leurs assises populaires.

L'expérience portugaise montre le danger d'isolement des révolutionnaires qui, au lieu de chercher à conquérir la confiance des masses, chercheraient à manipuler les comités ouvriers et populaires peu représentatifs. Le refus de respecter la liberté d'expression, même des ennemis de classe, après un demi-siècle de silence forcé, a dressé contre le P.C.P. les masses assoiffées de liberté et hostiles à toute contrainte leur faisant craindre une nouvelle dictature.

La révolution bourgeoise démocratique, après une radicale réforme agraire et l'expropriation de monopoles privés, pouvait aborder, en s'appuyant sur les organes de démocratie directe, réellement implantés dans les masses, la transition au socialisme. En voulant forcer les rythmes de cette évolution, l'extrême gauche portugaise, profondément divisée, a raté le coche et, acculée à la défensive, a été accusée d'un coup de force qu'elle n'a ni préconisé ni préparé.

Quant au P.C.P., sa stratégie autoritaire et volontariste, son incapacité de neutraliser, à défaut d'influencer, les petits paysans, farouchement attachés à leur lopin de terre, s'est retournée contre lui, limitant son implantation et son rayonnement. Son échec a été favorisé par l'abstention de l'U.R.S.S., qui n'avait nulle intention d'intervenir hors de sa sphère d'influence ; alors que les U.S.A. et l'Allemagne Fédérale, sous couvert du S.P.D., ont fourni au P.S.P. de puissants moyens d'action contre la poussée révolutionnaire.

Arrêter le pendule, qui se déplace vers la droite, au niveau de la démo-



Victor Fay
A la lumière de l'expérience portugaise
Les problèmes de l'unité d'action

Critique Socialiste
Numéro 25
Avril - mai - juin 1976
Pages 80 à 85

cratie bourgeoise, repousser l'offensive de la réaction, préserver les principales conquêtes populaires, tels devraient être les objectifs actuels des révolutionnaires portugais. C'est seulement après avoir consolidé ces conquêtes, grâce à l'unité d'action de toutes les forces de gauche, y compris le P.S.P., malgré son refus de collaborer avec les communistes, que pourrait être relancée la lutte pour le pouvoir des travailleurs et la transition au socialisme.

L'échec portugais devrait inciter les révolutionnaires en France à éviter l'isolement, à mettre en avant les mots d'ordre correspondant au niveau de conscience et de combativité populaires. Il serait illusoire de croire qu'un schéma préétabli permettrait d'atteindre ces objectifs. Chaque pas en avant doit être franchi par la masse avant que ne soit engagée une nouvelle progression vers le socialisme. Plonger dans la masse, adopter une tactique souple et changeante, sans jamais perdre de vue leurs objectifs stratégiques, telles doivent être les formes d'action des révolutionnaires autogestionnaires.

V. F.